

Catherine Feinte "servir autrement"

Article rédigé par *Antoine Besson*, le 31 mai 2012

Catherine Feinte, candidate dans la 5eme circonscription du Morbihan, livre à libertepolitique.com ses réflexions et son programme à la veille des élections.

Votre candidature :

Pourquoi vous présentez-vous ?

Pour défendre des valeurs

Dans quelle circonscription ?

La 5^{ème} circonscription du Morbihan

Pour quel parti ?

Le Parti Chrétien-Démocrate

Qu'est-ce qui vous motive personnellement ?

Servir autrement que dans ma position d'infirmière libérale

En quoi votre candidature a-t-elle un sens dans le contexte politique actuel ?

Je prendrai deux cas précis : l'ouverture du mariage aux personnes de même sexe et la légalisation de l'euthanasie sont potentiellement deux projets de loi pour lesquels je voterai non si j'étais élue

Comment envisagez-vous votre action si vous êtes élu ?

Beaucoup de travail pour mieux connaître la circonscription : aller à la rencontre des entreprises locales, des associations, des institutions, et des habitants. Je commencerais peut être par mon domaine de prédilection : la santé, les personnes âgées et handicapées. Mais n'oublierais pas les pêcheurs. Cela me paraît incontournable en pays de Lorient

Si vous n'êtes pas élu comment envisagez-vous la suite de votre engagement politique ?

J'aurais appris déjà pas mal de choses ! Mais rien ne m'empêche de garder les liens que j'aurais noués pendant la campagne dans le Morbihan, ou d'approfondir tel ou tel domaine. Tout reste ouvert. Et quoiqu'il arrive, je reste très attachée au Parti Chrétien Démocrate : je pourrais vraisemblablement étudier d'une manière plus approfondie les lois régissant le domaine de la santé et du social afin de faire remonter d'éventuelles propositions. Je ne sais pas. Tout est possible !

Votre programme :

Dans le contexte de crise que nous traversons, comment imaginez-vous les mesures économiques à prendre pour remettre l'économie au service de l'Homme ? En particulier la finance ?

Plutôt sous la forme de développement de partenariats, de mutualisations, de décroisement des budgets, de réorganisations optimales, de lutte contre les gaspillages, simplifier là où existe ce qu'on appelle communément des « usines à gaz »

François Hollande a proposé un programme qui annonce de nombreuses réformes de société directement liées au respect de la vie. Quelles sont vos positions sur l'euthanasie et la recherche sur les cellules souches embryonnaires ? L'avortement ?

Soyons parfaitement clairs : je suis contre l'euthanasie et pour le développement des soins palliatifs, contre la recherche sur les cellules souches embryonnaires au moment où la recherche sur les cellules souches d'autres origines (cordon ombilical par exemple) donnent des résultats très encourageants, et encore contre l'avortement : je préfère défendre la vie dès sa conception !

Le Président entend également réformer le mariage civil pour l'ouvrir aux personnes de même sexe. Le ministre de la famille a déjà pris des engagements allant en ce sens. Cela ouvrirait bien évidemment la porte à l'adoption d'enfants par des couples homosexuels. Comment vous situez-vous par rapport à ces débats ?

Je reste sur l'idée qu'une famille est composée d'un père (sexe masculin) et d'une mère (sexe féminin) et de leurs enfants biologiques ou adoptés. Si d'autres situations existent dans les faits, il n'est pas bon et nécessaire qu'elles soient légalisées.

L'Éducation Nationale est en échec depuis de nombreuses années. En partie parce que cette institution est le siège d'une idéologie permissive, égalitariste et dépassée ; mais aussi parce qu'elle privilégie le « pédagogisme » sur la transmission des savoirs. Quelle est votre analyse et comment redresser la barre ?

Je ne connais pas bien le sujet mais je me dis parfois à rencontrer certains enseignants que la connaissance ne suffit pas et qu'il faut savoir l'utiliser et l'ordonner à ce qui a du sens, et notamment le sens pratique, le bon sens quoi ! Par exemple : je ne comprends toujours pas pourquoi on a voulu remplacer la méthode syllabique d'apprentissage de la lecture qui a fait ses preuves pendant des lustres !

La gestion de l'Education nationale est actuellement très centralisée ce qui peut-être un frein à l'attention aux enfants sur le terrain. Qu'en pensez-vous ?

Je pense effectivement qu'une décentralisation de l'Education Nationale au niveau de la région serait peut-être une bonne chose (Outre un grand « dépoussiérage » de l'Education Nationale à opérer : elle deviendrait Education Régionale à l'instar des ARS (agence régionale de santé, l'enseignement pourrait prendre une couleur locale : apprentissage du Breton, de l'Alsacien etc ... de l'histoire, la culture et de la gastronomie régionale pour ne citer que ces domaines en plus de l'enseignement programmé au niveau national.

La France est en situation de crise et face à un impératif de mise en adéquation de ses dépenses publiques (55% du PIB) avec ses ressources publiques (45% du PIB). Pourtant elle a l'une des administrations étatiques les plus lourdes d'Europe et ses missions, effectifs et structures n'ont pas évolué malgré la décentralisation et le changement du monde environnant. Les Français la ressentent aujourd'hui comme de moins en moins efficace et de plus en plus contraignante. Comment selon vous serait possible la recherche d'un nouvel équilibre qui ne se traduise pas tout simplement par un surcroît d'effectifs et un surcroît d'impôts, mais un allègement et une plus grande efficacité ?

Question très intéressante qui mérite une longue réflexion et sur laquelle je suis en train de me pencher : Peut-être laisser certains grands ministères (1^{er} ministre, les affaires étrangères, l'intérieur, l'armée) à l'Etat et supprimer les autres qui deviendrait de facto des missions régionales (cela existe déjà avec les Agences Régionales de Santé) propres à chaque régions (santé, social, industrie, commerce, enseignement, justice, etc). Ce n'est qu'une ébauche de ce qui me vient à l'esprit. A réfléchir encore !

La famille est cellule de base de la société. Sa définition légale est cependant de plus en plus floue. Comment dans ce contexte définiriez-vous la politique familiale ?

Il faut d'un point de vue légal rappeler clairement les choses : Un père, une mère avec ou sans enfants, c'est ce qui est naturel. Les autres situations mènent à la confusion et ne doivent pas être légalisées.

Cependant sur le plan pratique et des aides, il ne faut pas oublier les familles monoparentales, et les familles défavorisées : ce n'est pas forcément leur choix.

Quel est son but ? Que préconisez-vous comme mesures pour protéger les familles en France, les encourager dans leur œuvre d'éducation et de préparation de l'avenir, leur rendre justice ?

Son but serait d'aider plutôt que de juger. Il faut beaucoup d'amour, de tendresse, de créativité, de compréhension pour amener à la vérité qui fait vivre. Cela demande beaucoup de tact et de diplomatie. Certains n'ont pas eu la chance de naître dans des familles dites « favorisées » ou dans des familles chrétiennes.

Comment selon vous devrait se concrétiser la priorité aux plus pauvres (en matière de retraites, logements et santé par exemple) ?

Par des dons en nature (attribution d'un logement à petit loyer, il y a déjà la CMU dans le domaine de la santé) et institution d'une retraite minimum à l'instar du SMIC pour les salaires. Toujours un reste à charge même modique pour ne pas tomber dans l'assistanat et déresponsabiliser.

Les libertés religieuses et de conscience sont des piliers de notre République. Ces deux principes s'incarnent souvent dans une bonne pratique de la laïcité sur le plan politique. Pourtant ce terme est ambigu et au cœur de bien des débats. Comment définiriez-vous la laïcité et comment s'applique-t-elle en politique ?

Comme vous le dites, le terme de laïcité est bien ambigu et au cœur de bien des débats !

Je dirai simplement « qu'il faut rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu »